



GT « gestion des situations individuelles complexes » et son protocole, pour la FNEC-FP-FO c'est non !

La rentrée scolaire se déroule cette année dans une situation d'une gravité inédite où, depuis la démission du gouvernement illégitime Attal le 16 juillet, le président Macron refuse de prendre en compte le résultat des élections législatives, alors que les salariés se sont massivement rendus aux urnes pour exprimer le rejet de sa politique.

Le jeudi 5 septembre 2024, le président Macron a décidé de nommer Michel Barnier Premier ministre, confirmant ainsi sa volonté de poursuivre et d'aggraver les attaques contre les travailleurs. Il répond positivement à la demande du MEDEF qui refuse l'abrogation de la réforme des retraites, le SMIC à 1600 euros, et exige la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage ou encore la poursuite des aides aux entreprises sans contreparties.

Au nom du « déficit », le président Macron compte bien faire payer le prix fort aux salariés et à la population. Son gouvernement soi-disant « démissionnaire » prépare un budget d'austérité pour 2025 qui poursuit la destruction des services publics et le gel du point d'indice des fonctionnaires. Pendant ce temps des centaines de milliards sont déversés pour les actionnaires et pour la marche à la guerre.

Lors de sa conférence de presse du 27 août, la ministre démissionnaire Belloubet a été contrainte de confirmer que 24 000 élèves n'étaient pas pris en charge dans les établissements sociaux et médico sociaux faute de places. C'est donc 24 000 élèves dont le droit à bénéficier de conditions d'apprentissage adaptées à leurs difficultés et/ou à leur handicap sera bafoué pour des raisons d'économies budgétaires. Ces élèves sont bien souvent inscrits d'office en classe ordinaire, situation d'autant plus inacceptable que les conditions de travail des personnels dans les écoles et les établissements sont de plus en plus désastreuses. L'Éducation nationale est d'ailleurs régulièrement sanctionnée suite à des recours de parents dénonçant le manque de moyens mis au service de la scolarisation de leurs enfants.

Les gouvernements Macron ont poursuivi et amplifié l'entreprise de démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux ainsi que la casse des professions spécialisées ! Dans le cadre de l'Acte 2 de l'École inclusive, le gouvernement illégitime Attal a publié en juillet 2024 un décret visant à généraliser l'externalisation des établissements sociaux et médico-sociaux dans les écoles ou établissements ordinaires, visant à remettre en cause l'application des notifications de la MDPH et ainsi dégrader encore plus l'accompagnement dû aux élèves en situation de handicap,

alors que les AESH manquent partout. Le 25 janvier dernier, la FNEC FP-FO, la FNAS-FO, la FSPS-FO et la FAGE-FO avaient pris l'initiative, soutenue par notre confédération, d'une journée de grève et d'une manifestation nationale en défense de l'enseignement spécialisé et adapté. Nous continuons de refuser en cette rentrée la politique destructrice de l'acte 2 de l'École inclusive qu'entend poursuivre un gouvernement qui n'a plus aucune légitimité.

Nous dénonçons dans notre département la mise en place de pseudo-protocoles qui appliquent les politiques macronistes conduisant à une maltraitance des personnels et des élèves. Ainsi, déjà 2 RDGI en deux semaines depuis la rentrée sur des situations explosives comme à Joliot Curie à SPDC où la tentative de mise en place de ce pseudo-protocole n'a fait que mettre à mal l'équipe entière.

Ainsi, nous nous opposons à des pseudo-protocoles qui ne résolvent en rien les situations chaotiques engendrées par les politiques de l'école inclusive systématique, ceux-ci ne peuvent se substituer aux soins et aux besoins spécifiques des élèves.

Nous exigeons l'abandon de toutes les contre-réformes Macron dont l'acte I et l'acte II de l'école inclusive.

Nous revendiquons l'ouverture de toutes les structures spécialisées nécessaires (IME, ITEP, etc.) , la création de tous les postes d'AESH (avec un statut de fonctionnaire d'Etat), de psychologues scolaires, d'enseignants spécialisés, dont les élèves ont besoin.

Jamais le FNEC-FP-FO ne participera à la mise en place des réformes destructrices de l'école de la République !